

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 269 BRESIL: L'IMPORTANCE DES MULTINATIONALES

Après six mois de travaux, la Commission parlementaire d'enquête sur les sociétés multinationales vient de remettre ses conclusions à la mi-novembre 1975.

Présidée par un député de l'opposition, M. Alencar Furtado du Mouvement démocratique brésilien (MDB), mais composée majoritairement de députés de l'Alliance pour la rénovation nationale (ARENA, parti de la majorité), la Commission s'est dissoute après un vote séparé sur deux rapports différents.

Le rôle des multinationales est d'autant plus important à analyser au Brésil que les perspectives économiques commencent à s'assombrir. Le taux de croissance du Produit national brut, qui était de l'ordre de 10% depuis les cinq dernières années, va tomber à 6% en fin 1975, avec une inflation de l'ordre de 30%.

Nous donnons ci-dessous le début de l'interview de M. Alencar Furtado à l'hebdomadaire "Movimento" du 17 novembre 1975.

-Note DIAL-

INTERVIEW DE M. ALENCAR FURTADO

Question - La Commission parlementaire d'enquête est-elle parvenue à déterminer réellement l'importance quantitative et qualitative du capital étranger au Brésil?

Réponse - L'importance quantitative du capital étranger a été raisonnablement définie. Mais le gouvernement lui-même se trouve démuné de moyens nécessaires à l'identification du capital étranger dans les secteurs de l'économie brésilienne. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Severo Gomes, pense faire ce relevé et a, lors de sa déposition, promis de le présenter. Il ne nous a cependant pas fourni cette aide précieuse. La Commission parlementaire d'enquête, quant à elle, a pu, en travaillant sur des données de la Banque centrale, évaluer les aspects qualitatifs de la situation du capital étranger au Brésil.

Nous avons fait un relevé des dix plus grandes entreprises dans le secteur des industries de transformation et avons vérifié une réalité qui n'a encore été analysée par personne.

Ces dix entreprises identifiées - Volkswagen, Rhodia, Esso, Pirelli, Firestone, General Electric, Souza Cruz, Johnson & Johnson, Anderson Clayton, et Light (1) - ont, durant toute leur existence au Brésil, investi 98,8 millions de dollars, et remis à l'extérieur, en dix ans à peine, 774,5 millions de dollars, laissant ainsi apparaître un solde négatif d'environ un demi milliard de dollars.

(1) Pays d'origine: Volkswagen, Allemagne; Rhodia, Rhône-Poulenc, France; Esso, groupe EXON, Etats-Unis; Pirelli, caoutchouc, Italie; Firestone, caoutchouc, Etats-Unis; General Electric, Etats-Unis; Souza Cruz; groupe British American Tobacco, Grande-Bretagne; Johnson & Johnson, Etats-Unis; Anderson Clayton, industrie alimentaire, Etats-Unis; Light, électricité, Canada.

C'est une donnée que je considère comme importante, car nous pouvons, avec celle-ci, mesurer la saignée permanente du capital national vers l'extérieur, et également vérifier les profits en courbe ascendante des entreprises en question qui sont citées comme échantillon nécessaire pour l'évaluation à laquelle nous procédons.

Volkswagen, par exemple, représente un investissement au Brésil de 119,5 millions de dollars. Elle a déjà remis à l'extérieur 70 millions de dollars. Rhodia, qui a investi au Brésil, 14,3 millions de dollars durant toute son existence, a déjà remis 108,7 millions de dollars au cours des dix dernières années. Esso, qui n'a investi au Brésil durant toute son existence que 1,8 millions de dollars, je dis bien 1,8 millions de dollars durant toute son existence, a déjà remis à l'extérieur 44,5 millions de dollars en dix ans à peine, durée choisie pour cet échantillonage auquel je me réfère. Si nous prenons la situation de Firestone, par exemple, qui a durant toute son existence au Brésil investi 4,5 millions de dollars, a déjà remis 48,1 millions de dollars en dix ans à peine. Souza Cruz, qui a durant toute son existence au Brésil investi 2,5 millions de dollars, a déjà remis à l'extérieur 81,3 millions de dollars en dix ans à peine. Anderson Clayton, qui a durant toute son existence au Brésil investi 1,4 millions de dollars, a déjà remis 16,8 millions de dollars en dix ans à peine. Et ainsi de suite.

Cette évaluation qualitative que donne notre échantillonnage pour les secteurs de plus grande importance industrielle, montre qu'il se produit un enrichissement en profits. Quant au réinvestissement - et le réinvestissement est un capital national acquis par l'entreprise -, Rhodia par exemple a investi 14,3 millions de dollars de son capital introduit au Brésil et réinvesti 108,7 millions de dollars. C'est-à-dire qu'elle a gagné en dix ans presque dix fois plus qu'elle n'a investi au Brésil.

Question - Quelle est la tendance actuelle, par rapport au capital étranger au Brésil? Il semble que dernièrement les entreprises multinationales ont préféré laisser le contrôle des actions à des groupes brésiliens associés qui obtiennent la majorité, mais en conservant les postes clés à la direction de l'entreprise.

Réponse - Notre grand souci est précisément qu'il n'existe pas de définition du concept d'entreprise nationale, et que, par conséquent, celui d'entreprise étrangère n'existe pas non plus. La constitution d'une entreprise étrangère est ici, conformément à la loi brésilienne, très facile et même considérée comme nationale.

Le seul contrôle des actions ou la seule position d'une entreprise majoritairement actionnaire ne suffit pas à la définir comme entreprise nationale ou entreprise étrangère. L'entreprise japonaise multinationale par exemple, ne se soucie guère de la situation majoritaire des actions dans la constitution d'une filiale brésilienne. De leur côté, les entreprises nord-américaines au Brésil, dans leur majorité, en ce qui concerne du moins celles qui sont identifiées, possèdent le contrôle majoritaire des actions. Mais la politique et la notion juridique adoptées aux Etats-Unis est qu'une entreprise opérant là-bas, donc située à l'extérieur des Etats-Unis, et dont 25% des actions se trouvent entre les mains d'étrangers, est considérée comme étrangère.

Il nous manque aujourd'hui une définition vraie de ce qu'est une entreprise étrangère au Brésil, car il ne suffit pas de tenir compte de

la majorité dans le contrôle des actions. L'entreprise étrangère peut effectivement n'avoir qu'une participation minoritaire mais contrôler la politique de l'entreprise et ses activités, en allant jusqu'à diluer ou s'associer d'autres groupes d'actions composant l'entreprise.

Question - Mais peut-on parler de tendance par rapport à ces entreprises? Où vont-elles? Quel est leur intérêt le plus grand?

Réponse - Elles sont à la recherche des secteurs les plus nobles de notre économie, les plus productifs. Par exemple: le secteur mécanique, le secteur électronique, le secteur électrique, le secteur du matériel de transport. Tous ces secteurs, où les entreprises multinationales sont aujourd'hui localisées de façon majoritaire, sont de haute rentabilité en termes de production et, par conséquent, de transformation en argent.

Le gouvernement doit pratiquer une planification pour qu'elles parviennent à se fixer dans des secteurs plus faibles de la réalité nationale, et non pas ouvrir la porte pour qu'elles s'établissent là où elles se trouvent le mieux.

Question - La Commission parlementaire d'enquête est-elle parvenue à bien évaluer le rôle des multinationales dans notre dette extérieure?

Réponse - La dette extérieure du Brésil est plus à porter au débit des multinationales qu'à celui de tout autre secteur. Ceux qui doivent le plus au titre du Brésil, ce sont les multinationales installées au Brésil. Ceci est un autre aspect, et des plus sérieux, cité dans notre rapport. Nous citons le cas de General Motors, laquelle, avec un capital investi de 35 millions de dollars et un réinvestissement de moins de 40 millions de dollars, doit 200 millions de dollars, ce qui correspond approximativement à 1% de la dette extérieure du Brésil.

(...)

Question - Après six mois de travaux, quelle est votre opinion sur les multinationales? Sont-elles absolument nécessaires au développement du pays, ou bien le Brésil pourrait-il se dispenser de leur participation pour notre économie?

Réponse - Je reprends à mon compte le doute émis par le président Geisel si elles viennent plus pour le mal de ce pays que pour son bien.

(...)

(Traduction et diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 150 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249